

Mardi 31 mai 2011

Strasbourg

*Actes du colloque*

Une **P**olitique **A**limentaire **C**ommune :  
pour quand et comment ?





Conseil National de l'Alimentation  
251, rue de Vaugirard - 75732 Paris Cedex 15  
Tél. : 01 49 55 80 78 - Fax : 01 49 55 59 48  
[cna.dgal@agriculture.gouv.fr](mailto:cna.dgal@agriculture.gouv.fr)  
[www.cna-alimentation.fr](http://www.cna-alimentation.fr)

Avec le soutien :

de la Confédération Nationale de la Boulangerie-Pâtisserie Française ;

du Comité Interprofessionnel des Vins d'Alsace ;

du Conseil régional d'Alsace ;

de la Ville et Communauté urbaine de Strasbourg ;

du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire ;

du Ministère de la Santé.



**mardi 31 mai 2011 - 8h45 / 13h00**

**STRASBOURG,**  
Cité de la musique et de la danse,  
1 place Dauphine

*Colloque  
du Conseil National  
de l'Alimentation*

## Programme

### Une Politique Alimentaire Commune : pour quand et comment ?

**08h45 :** Accueil, Mise en place

**09h00 :** Ouverture du colloque

**Mme Pascale BRIAND**, Directrice générale de l'Alimentation (DGAI, ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire)

**M. Bernard VALLAT**, Président du Conseil National de l'Alimentation

**09h30 :** « La PAC à l'horizon 2020 : attendus, objectifs, défis » - **M. Stéphane LE MOING**, Chef du Service des relations internationales à la direction générale des politiques agricole, agroalimentaire, et des territoires (DGPAAT, ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire)

**10h00 :** « Une politique alimentaire européenne : pourquoi ? » - **M. Bertrand HERVIEU**, Inspecteur général de l'agriculture.

**10h30 :** « Les propositions du Parlement européen » : **M. Stéphane LE FOLL**, député européen, membre de la Commission de l'agriculture et de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement Européen

**11h :** Questions- réponses

**11h30 :** Table ronde, animée par **M. Yannick LE BOURDONNEC**, avec des représentants :

- des associations de consommateurs : **M. Olivier ANDRAULT**, UFC Que-Choisir,
- de l'industrie agroalimentaire : **M. Christian PEES**, Coop de France,
- de la grande distribution : **M. Lionel DESENCE**, Groupe Carrefour,
- des marchés de gros : **M. Marc SPIELREIN**, Rungis Marché International
- des producteurs agricoles : **M. Jean-Paul BASTIAN**, FNSEA.

**12h30 :** Conclusions

**Conseil National de l'Alimentation**  
251, rue de Vaugirard - 75732 Paris Cedex 15  
Tél. : 01 49 55 80 78 - fax : 01 49 55 59 48  
[cna.dgal@agriculture.gouv.fr](mailto:cna.dgal@agriculture.gouv.fr)  
[www.cna-alimentation.fr](http://www.cna-alimentation.fr)

#### **Comment se rendre au Conservatoire ?**

**Tramway :** ligne A ou D arrêt Étoile Bourse ;  
ligne E ou F arrêt Étoile Polygone

**Bus :** 15 - 14 - 24 arrêt Étoile Bourse ou Sécurité sociale

**Site :** <http://www.cts-strasbourg.fr>



# SOMMAIRE

---

## UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE COMMUNE : POUR QUAND ET COMMENT ?

### OUVERTURE DU COLLOQUE

BERNARD VALLAT, PRESIDENT DU CNA ET PASCALE BRIAND, DIRECTICE  
GENERALE DE L'ALIMENTATION, MINISTERE DE L'AGRICULTURE \_\_\_\_\_ **7**

### LA PAC A L'HORIZON 2020 : ATTENDUS, OBJECTIFS, DEFIS

STEPHANE LE MOING, CHEF DE SERVICE DES RELATIONS  
INTERNATIONALES, DGPAAT, MINISTERE DE L'AGRICULTURE \_\_\_\_\_ **10**

### UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE EUROPEENNE : POURQUOI ? ATTENDUS, OBJECTIFS, DEFIS

BERTRAND HERVIEU, INSPECTEUR GENERAL DE L'AGRICULTURE, CONSEIL  
GENERAL DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DES ESPACES  
RURAUX \_\_\_\_\_ **14**

QUESTIONS - REPONSES \_\_\_\_\_ **17**

### TABLE RONDE

OLIVIER ANDRAULT, UFC-QUE CHOISIR - JEAN-PAUL BASTIAN, FNSEA -  
CHRISTIAN PEES, COOP DE FRANCE - MARC SPIELREIN, RUNGIS MARCHE  
INTERNATIONAL - LIONEL DESENCE, CARREFOUR - ANIME PAR YANNICK LE  
BOURDONNEC, JOURNALISTE ET DIRECTEUR D'UNE SOCIETE DE  
COMMUNICATION \_\_\_\_\_ **19**

### CONCLUSION

BERNARD VALLAT, PRESIDENT DU CNA \_\_\_\_\_ **27**



# Ouverture du colloque

---

## Bernard VALLAT

*Président du CNA*

**Bernard VALLAT**, président du Conseil National de l'Alimentation, ouvre le colloque en remerciant ceux qui ont contribué à son organisation, notamment le Président de la Confédération Nationale de la Boulangerie-Pâtisserie Française, qui a fourni les viennoiseries, le Comité Interprofessionnel des Vins d'Alsace, le Conseil Régional, la Ville de Strasbourg, ainsi que les ministères chargés de l'Agriculture et de la Santé.

Le choix de Strasbourg pour accueillir le Colloque annuel du CNA s'explique par la vocation européenne de la ville, qui fait directement écho au thème de ce Colloque, mais aussi par la présence d'Alsaciens très actifs au sein du CNA.

Le député européen Stéphane Le Foll, annoncé dans le programme, ne pourra finalement pas participer au Colloque. Les membres de la table ronde disposeront donc d'un temps supplémentaire pour les débats.

## Pascale BRIAND

*Directrice Générale de l'Alimentation, Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire*

**Mme Pascale BRIAND** ouvre avec grand plaisir ce colloque, prélude à la session plénière décentralisée du CNA et remercie les organisateurs pour avoir choisi le thème de la politique agricole commune (PAC), et son évolution possible vers une politique alimentaire commune.

L'alimentation est réapparue comme un enjeu stratégique de premier plan lors de la flambée des prix alimentaires mondiaux, en 2008. Cette situation a notamment rappelé deux faits essentiels :

- derrière les produits alimentaires se trouvent, avant toute chose, des productions agricoles ;
- des hommes qui ont faim sont des hommes en colère qui ébranlent les sociétés.

Deux ans plus tard, l'article premier de la Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche, dite LMAP, de juillet 2010, instaure, pour la première fois dans une loi française, une politique publique de l'alimentation, preuve qu'il s'agit d'un enjeu sociétal majeur, à l'image de la protection de l'environnement. Un tel enjeu implique un programme d'actions ambitieux, mobilisant l'ensemble des acteurs publics, privés et associatifs concernés. Le Conseil National de l'Alimentation a d'ailleurs largement contribué à

l'élaboration du Programme national pour l'alimentation (PNA) qui décline la politique publique en axes et actions opérationnels.

Au sein de l'Union européenne, certains pays comme la Finlande ou le Royaume-Uni ont bâti des politiques de l'alimentation intégratives, alors que d'autres conservent des politiques sectorielles. Dans le monde, certains pays (Québec, Japon ...) se sont également engagés dans une politique alimentaire globale. Ces structurations nationales, qui émergent peu à peu, tracent sans doute le chemin vers une politique alimentaire commune au sein de l'Union. Cette démarche rejoindrait d'ailleurs la PAC des origines, puisque l'article 39 du Traité de Rome, fondateur de l'Union, assignait à la politique agricole commune cinq objectifs fondamentaux :

- assurer la sécurité des approvisionnements ;
- donner un niveau de vie équilibré et équitable à la population rurale ;
- assurer des niveaux de prix raisonnables pour le consommateur ;
- accroître la productivité ;
- stabiliser les prix du marché.

Désormais, assurer une productivité durable pourrait remplacer le quatrième objectif, afin d'intégrer la dimension environnementale, qui a peu à peu émergé parmi les grandes préoccupations sociétales et politiques, lorsque les besoins quantitatifs ont été satisfaits. Par ailleurs, les réformes successives de la PAC ont initié une politique du développement rural, renforçant le second objectif relatif au niveau de vie des producteurs agricoles. Il convient aussi d'intégrer les attentes des consommateurs en termes de sécurité sanitaire et d'environnement. Néanmoins, les objectifs fondamentaux de la PAC restent d'actualité.

A ce jour, l'alimentation est présente dans le cadre de la PAC, mais elle reste peu lisible ; elle n'est pas affichée en tant que telle mais diffuse à travers différents instruments :

- les signes de qualité et leur promotion ;
- l'aide alimentaire interne (au sein de l'Union) et externe (dans les pays tiers) ;
- le programme « Un fruit à la école » ;
- l'agriculture biologique ;
- les aides à la mise en œuvre de nouvelles normes sanitaires ;
- les mesures sanitaires et phytosanitaires ;
- les normes de composition de qualité.

Il reste à savoir si le cadre européen reste adapté aux évolutions des sociétés, en examinant ce que recouvre l'alimentation. Différentes problématiques peuvent être évoquées :

- permettre l'accès de tous à une alimentation de qualité ;
- garantir la sécurité des aliments et la santé publique ;
- préserver les traditions culinaires ;
- maintenir des liens sociaux ;



- défendre le modèle agricole et alimentaire européen – ou les modèles nationaux, ainsi que les industries agroalimentaires ;
- inscrire l'alimentation dans une perspective de développement durable.

Les attentes des consommateurs (goûts, origine, prix, coûts environnementaux et sociaux) doivent être prises en compte par la production, qui doit en faire des atouts. Les pouvoirs publics ont un rôle important à jouer pour accompagner ces évolutions. Le Gouvernement français l'a bien compris avec la mise en place du Programme National pour l'Alimentation (PNA).

La création d'outils européens de soutien pourrait être envisagée, afin de permettre une politique alimentaire commune qui prenne en compte les enjeux culturels nationaux. La prochaine réforme de la PAC pourrait être l'occasion de définir une politique agricole et alimentaire commune. Certes, le contexte n'est pas simple, avec la crise économique mondiale et la restriction des budgets européens. Cependant, le rôle nourricier de l'agriculture, ainsi que les aléas auxquels elle est exposée, justifient plus que jamais une intervention publique.

Le passage à une nouvelle dénomination, à une PAAC avec deux A, permettrait de renouer le lien entre agriculture et alimentation, et de l'affirmer dans sa dimension politique. Cependant, il serait également envisageable de mettre en œuvre directement une politique alimentaire commune, tant l'alimentation donne sens à l'ensemble des dimensions de l'agriculture. Ce colloque, ainsi que les travaux du CNA dans leur ensemble, enrichiront sans doute grandement cette réflexion.



Pascale BRIAND, Bernard VALLAT

# La PAC à l'horizon 2020 :

## attendus, objectifs, défis

---

Stéphane LE MOING

*Chef du Service des Relations internationales, Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires, Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire*

### 1. Historique de la PAC

Historiquement, la Politique agricole commune, la PAC, a été conçue comme une politique alimentaire. Son objectif majeur était d'assurer la sécurité des approvisionnements et l'autosuffisance alimentaire dans l'Europe des Six, au sortir de la seconde guerre mondiale. Or, le chapitre consacré à l'agriculture dans le Traité de Rome n'a pas évolué depuis 1957, contrairement aux autres politiques. Par ailleurs, les deux grands types de moyens imaginés pour atteindre les objectifs fondateurs demeurent également, malgré les transformations que la PAC a pu connaître au fil des ans.

Il s'agit, en premier lieu, d'un système de prix garantis, destiné à inciter les agriculteurs à produire davantage, reposant notamment sur un système de protection du marché intérieur par des droits de douane élevés et des régimes de subventions à l'exportation. Ce dernier élément, désormais très contesté, avait pour objectif premier d'écouler les surplus en cas d'excédents et non d'être un outil de soutien à l'exportation en tant que tel. Le second moyen mis en place consistait en la constitution de stocks publics en cas de surproduction ; cet outil est encore mobilisé pour certaines productions.

Le deuxième volet de la PAC a porté sur le soutien à la modernisation de l'agriculture. L'un des outils utilisés a été d'inciter au renouvellement des générations, grâce à un dispositif d'aide au départ en pré-retraite des agriculteurs âgés et de soutien à l'installation des jeunes agriculteurs. Cette politique a été complétée par des aides à l'investissement.

Ces choix en faveur du développement d'une agriculture qui permette de nourrir l'Europe nouvellement créée, semblent naturels en France, mais d'autres pays, le Royaume-Uni par exemple, ont préféré se tourner vers l'international pour assurer des approvisionnements aux meilleurs prix. Ce choix stratégique différent doit être souligné, dans la mesure où des différends sont apparus après l'entrée du Royaume-Uni dans l'Europe, en 1973. De nos jours, cette problématique structure toujours les débats au sein de l'Union européenne.

La politique agricole commune a été remise en cause par son succès même, puisque le développement de la production a généré des excédents importants dès les années 1970. La remise en cause des instruments de la PAC qui en a résulté a été motivée par deux types de considérations, la dimension budgétaire d'une part, le commerce international d'autre part, deux éléments qui structurent encore les débats actuels. Le coût des achats publics d'excédents a rapidement été considéré comme insupportable, avant même que les pays européens ne soient concernés par les déficits budgétaires. Par ailleurs, alors que l'agriculture n'était jusqu'alors pas concernée par les démarches de libéralisation du commerce international, elle a été intégrée dans la démarche de libéralisation mondiale dans le cadre de l'Uruguay Round, en 1994. Cette démarche a conduit à une diminution progressive des droits de douane et à une réduction progressive des soutiens, notamment ceux directement destinés à augmenter la production. En effet, dans le cadre des négociations relatives au commerce international, les subventions sont, d'une manière générale, déconsidérées - et les subventions destinées à augmenter la production, notamment certains types de production, sont les plus malvenues. Les fondements même de la PAC ont donc été remis en cause par les débats relatifs au commerce international. Cette situation n'a pas toujours été suffisamment perçue par l'opinion publique, mais l'Union européenne s'est engagée dans cette démarche, sans doute dans un contexte contraint.

Ce contexte a induit un certain nombre de réformes, qui ont graduellement conduit à modifier le lien entre agriculture et alimentation. Tout d'abord, la réforme de 1992 a visé à réduire la propension historique à générer des excédents et à limiter la dépendance de l'agriculture aux aides à la production. Le moyen retenu a consisté à s'éloigner progressivement des aides destinées à garantir les prix agricoles, pour s'orienter vers un système d'aides directes au revenu des agriculteurs. Ce qui a conduit à passer d'une logique de production alimentaire à une logique de soutien au revenu agricole. La réforme de 2000 n'a fait que renforcer cette tendance.

La réforme de 2003, caractérisée par l'instauration du découplage entre les aides et la production, a constitué une rupture encore plus brutale. Ce dispositif technocratique repose sur l'idée que seuls les soutiens à l'agriculture sans lien obligatoire à la production sont légitimes. Il s'agit donc d'une pure politique d'aide au revenu. Ce concept est directement issu des négociations commerciales internationales. Née chez les économistes et reprise par l'OCDE, cette philosophie énonce le fait que toute aide est nocive pour le bon fonctionnement du marché mondial si elle incite à produire plus ou moins un produit. Selon ses promoteurs, le marché doit uniquement reposer sur l'équilibre entre l'offre et la demande. Le découplage est donc un concept profondément libéral, repris par la Commission européenne. Sur cette base, les aides en France sont aujourd'hui versées selon deux critères :

- un droit à paiement en fonction de l'historique des aides perçues par l'exploitation ;
- la conditionnalité des aides, qui implique le respect d'un certain nombre de règles environnementales et sanitaires. Les aides n'ont plus de lien avec l'économie, mais avec la fourniture de services non rémunérés par le marché.

## 2. La crise d'identité de la PAC concernant son lien à l'alimentation

Au regard des évolutions constatées depuis 50 ans, la situation est désormais complexe. Certes, la PAC a gagné en légitimité par rapport aux années 1980, où elle était accusée d'induire des surproductions, des pollutions et des inégalités en défaveur des plus pauvres. Elle prend désormais en compte des objectifs sanitaires et de développement rural. Ainsi, la création du deuxième pilier de la PAC (les fonds structurels) en 2000, qui n'a fait que regrouper des éléments existants, a permis de justifier le premier pilier (les aides directes). Cependant, dans le même temps, la PAC a connu une crise d'identité, car elle a perdu en grande partie son lien à l'alimentation. Les soutiens ne sont plus liés à la fonction de production alimentaire, comme en témoigne le débat relatif aux agriculteurs « jardiniers du paysage », alors que l'Europe semble désormais à l'abri en termes d'approvisionnements alimentaires.



Stéphane Le Moing

Le deuxième élément de cette crise d'identité, plus difficile à appréhender, mais porteurs de plus grands risques pour l'avenir, est la disparition d'une vision alimentaire stratégique. En effet, le découplage des aides et l'ouverture du marché européen aux importations aboutissent à la remise en cause de l'objectif historique de souveraineté alimentaire. Il s'agit d'une question fortement polémique, en particulier entre les États européens. Ce concept historiquement porté par la France est contesté par les Britanniques.

Ce débat a pris une nouvelle dimension avec le retour des doutes concernant la capacité de la planète à produire suffisamment et à donner accès aux denrées produites à ceux qui en ont besoin. Il y a un décalage entre les débats relatifs à la nouvelle réforme de la PAC, essentiellement centrés sur la prise en compte de contraintes environnementales, et les réalités mondiales, à nouveau centrées sur la lutte contre la faim. À cet égard, si la proportion de mal nourris a diminué dans le monde, leur nombre en valeur absolue a augmenté en raison de la croissance démographique mondiale. En témoignent les émeutes de la faim enregistrées en 2008. Une étude de l'INRA démontre

que, face à l'accroissement de la population à l'horizon 2050, la planète a la capacité à produire suffisamment, à condition que certains pays augmentent fortement leurs productions. Or certaines régions n'auront structurellement pas les moyens d'être autosuffisants : l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, en raison de la croissance démographique, et l'Asie, en raison de la pression environnementale. Les défis qu'ont relevés les créateurs de la PAC au début des années 1960 demeurent donc pertinents au niveau mondial. Le monde a besoin de l'Europe pour assurer son autosuffisance alimentaire.

Dans ce contexte, si une partie de l'opinion européenne s'interdit de raisonner en termes de production alimentaire et si l'Europe devient une zone importatrice, un vrai problème se pose. L'étude de l'INRA met également en évidence le fait que les choix alimentaires seront déterminants pour répondre à l'impératif d'augmentation de la production alimentaire. En effet, cette capacité dépendra du type d'alimentation, notamment de la quantité de calories par habitant et par jour et de l'origine végétale ou animale de ces calories. Or ces sujets relatifs au modèle alimentaire sont totalement exclus des débats relatifs à la réforme de la PAC.

Le troisième élément témoignant de la perte de lien entre la PAC et l'alimentation correspond au débat sur le respect des préférences collectives, à savoir la capacité à assumer des choix faits par la société. L'ouverture de l'Europe au commerce international fait peser une double menace. La première menace correspond à la capacité de l'Europe à faire des choix de société qui ne sont pas partagés ailleurs sur la planète (le bien-être animal, l'interdiction du recours aux hormones...). La deuxième menace concerne la capacité à conserver des productions agricoles sur l'ensemble du territoire européen. En effet, cette spécificité européenne est remise en cause par la concurrence libérale.

### 3. Conclusion

Les perspectives de la PAC sont structurées par trois débats :

- le budget attribué à la PAC dans un contexte de contraintes budgétaires, alors que certains membres de l'Union européenne considèrent que cette politique n'a pas d'avenir ;
- les négociations commerciales en cours (OMC ...) ;
- le contenu de la PAC, alors que le projet de réforme contient une idée de « verdissement », en concentrant les aides sur des problématiques environnementales et non sur des problématiques alimentaires.

Cet exposé a volontairement passé sous silence certains éléments non centraux de la politique alimentaire européenne, notamment l'aide aux plus démunis, alors que l'Allemagne a déposé un recours devant la Cour de justice européenne quant à la légitimité de l'utilisation des excédents agricoles dans ce cadre. Le second élément correspond à la politique européenne de nutrition, illustrant la manière dont la PAC tente d'intégrer progressivement une dimension qualitative.

# Une politique alimentaire européenne : pourquoi ? Attendus, objectifs, défis

---

Bertrand HERVIEU,

*Inspecteur général de l'Agriculture. Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux.*

La PAC a été pensée comme une politique de développement économique, mais aussi comme une politique culturelle. Les deux conférences fondatrices de la politique agricole commune mettaient en avant l'homogénéité de la présence des paysans et du modèle de l'agriculture familiale dans les six pays fondateurs. Cette philosophie a constitué l'un des socles de la construction européenne, tout comme le contexte de Guerre froide.

## 1. L'éclatement du modèle européen d'agriculture

Depuis les années 1950, l'agriculture européenne est prise dans un double phénomène d'éclatement et de concentration. L'Europe ne dispose plus d'un modèle européen d'agriculture unique, mais d'agricultures européennes totalement différentes. Il existe désormais trois pôles de réorganisation autour d'une agriculture de firme, d'une agriculture familiale et d'une agriculture de subsistance. L'Europe des 27 est traversée par ce phénomène de recomposition. Il a notamment été nécessaire d'intégrer les agricultures de l'Europe centrale et orientale, passées en un siècle du servage à la collectivisation, puis à une dé-collectivisation, excluant le modèle de l'agriculture familiale, alors que cette dernière est considérée en Europe de l'Ouest comme un invariant historique.

L'Europe enregistre également l'explosion d'une agriculture de subsistance dans des sociétés où le travail manque et où la question de l'insertion des populations devient une question de fond. Ainsi, l'Europe comprend onze millions d'exploitations de moins de 2,5 hectares, dont seul un million peut correspondre à des activités très intégrées et performantes dans la constitution d'un revenu familial.

Enfin, les agricultures de firmes, totalement intégrées à la globalisation, dans un rapport au travail et à la financiarisation qui n'a plus aucun rapport avec le modèle européen et en rupture avec l'agriculture familiale, sont en pleine croissance.

Des évolutions comparables sont constatées aux Etats-Unis. La stabilité du nombre d'exploitations agricoles recouvre la création de domaines de plus en plus grands, qui fournissent 90 % du marché américain et l'explosion de micro-exploitations.



L'agriculture européenne connaît donc un processus d'éclatement des formes d'organisation de la production, de diversification de la production et enfin de coexistence entre des exploitations hyperspécialisées et des exploitations reposant sur la pluriactivité.

Or, la PAC, conçue il y a vingt ans, reposait sur un modèle central et une logique d'homogénéisation. Il devient donc extrêmement difficile de repenser la légitimité d'une politique de construction européenne face à un paysage économique et culturel aussi éclaté. Dans ce contexte, la logique du découplage peut sembler adaptée. Cependant, cette tendance sape la légitimité même de la PAC. En effet, la politique de rétribution des biens publics devra s'appuyer sur des éléments objectifs, dépassant le simple lien à des références à l'historique des exploitations.



Stéphane Le Moing, Pascale Briand, Bernard Vallat, Bertrand Hervieu

## 2. L'accès à l'alimentation d'une partie de la population européenne

Dans le contexte de guerre froide, la PAC avait pour objectif d'assurer la souveraineté alimentaire de l'Europe, afin de permettre à chaque Européen de se nourrir à sa faim. Cet objectif n'a été, dans un certain sens, que partiellement atteint. En effet, si l'Europe produit suffisamment pour nourrir sa population, 20 % d'Européens n'ont pas un accès satisfaisant à l'alimentation. Le problème s'est donc déplacé au niveau de l'accès et renvoie à la fragilité du lien social par le travail. Or, il ne s'agit pas d'un problème de « charité ».

Il convient aujourd'hui de se demander si l'Europe doit inventer d'autres moyens d'entrée dans la cohésion sociale que l'école ou le travail pour des populations extrêmement désocialisées. L'accès à l'alimentation constitue l'un des derniers leviers d'action dont disposent les responsables politiques. Cette question interroge le CNA,

mais également le projet européen. Dans ce contexte, le débat relatif au programme européen d'aide alimentaire n'est pas anecdotique. En effet, la Cour de justice européenne a donné raison à l'Allemagne, qui estimait que la PAC n'avait pas pour mission de mener une politique sociale. L'accès à l'alimentation de près de 100 millions d'Européens constitue un sujet éminemment politique qui devra être évoqué à l'horizon 2020, au même titre que le découplage. Il convient donc de poser les jalons de ce débat politique afin de murir la réflexion avant de prendre des décisions.

Ces débats sont importants pour renforcer le ciment européen, dans un contexte où les forces centrifuges sont plus fortes que les forces de cohésion.



Bertrand Hervieu



## Questions – réponses

---

**M. Yannick LE BOURDONEC** se demande si la politique alimentaire est un bon support pour renforcer le ciment de l'Europe, alors que la population la considère surtout comme une source de contrainte.

**M. Bernard HERVIEU** estime qu'il convient de ne pas laisser se développer l'idée que les contraintes sont systématiquement imposées par l'Europe. Il y a en Europe de grandes incompréhensions, concernant par exemple la standardisation, la gastronomie et le plaisir. Ceci témoigne d'un travail insuffisant pour appréhender la diversité culturelle dans la relation à l'alimentation. Sans doute, la démarche européenne s'est-elle orientée trop rapidement vers la réglementation. C'est pourquoi la compétence partagée de la PAC entre la Commission et le Parlement européen constitue une bonne nouvelle pour la construction européenne : ce cadre permettra de conduire un débat politique en amont et de clarifier les incompréhensions.

Enfin, alors que la construction européenne contient une ambition de civilisation, il n'est pas possible de laisser 20 % de la population dans la très grande pauvreté et la « désinsertion ». Dans ce contexte, la PAC ne peut pas ignorer le volet « insertion par l'alimentation » des Européens que l'on ne sait plus comment intégrer.

**M. le Président VALLAT** aimerait savoir si la position des Britanniques dans le débat entre « alimentation-plaisir » et « alimentation-besoin » évolue.

**M. Stéphane LE MOING** a le sentiment que les débats actuels témoignent de la persistance de différences culturelles très fortes entre les Britanniques et les Français. En effet, l'ensemble de la classe politique britannique fait une confiance aveugle au marché pour trouver un équilibre répondant aux demandes de la société, alors que l'approche française est totalement différente. La seconde différence majeure correspond à la vision de l'Union européenne, que les Britanniques voient comme une construction technocratique illégitime pour intervenir dans leur pays.

Cependant, les Français peuvent également considérer Bruxelles comme une entité imposant des contraintes face aux spécificités culturelles, comme en témoigne la polémique sur la réglementation des produits au lait cru. Pour autant, les Français sont les premiers à demander à Bruxelles de défendre ce qu'ils considèrent être leur modèle alimentaire, par exemple en étant à l'origine de la mise en œuvre de signes alimentaires de qualité, alors que ces sujets ne sont pas considérés comme prioritaires par de nombreux autres pays européens. Ces différences d'approches concernant l'Europe se retrouvent pour d'autres sujets, comme l'avait mis en évidence le débat relatif au traité constitutionnel en 2005.

**Mme Pascale BRIAND** estime que l'une des voies à explorer est peut-être de faire admettre que l'aliment n'est pas un produit comme un autre. Ainsi, en Angleterre, le lien entre environnement et alimentation est apparu avec la mise sur le marché des produits

issus de l'agriculture biologique. Les choses peuvent donc évoluer si, plutôt que d'entrer dans une démarche d'homogénéisation, il est décidé d'évoquer une harmonisation et une convergence vers de grands objectifs européens, sans pour autant mettre en œuvre des moyens identiques au sein des différents pays.

**Mme Danielle LO STOMOLO** (CGI) note que les Britanniques viennent d'adopter une politique alimentaire et se sont fixé comme objectif de consommer 40 % de produits issus de leur agriculture. Cette nouvelle orientation permettra peut-être de rapprocher les points de vue entre la France et l'Angleterre. Par ailleurs, un consensus pourrait apparaître concernant le fait qu'un marché libre non régulé ne permet pas de résoudre tous les problèmes. La relation avec les Britanniques ne connaît-elle pas un point d'inflexion ?

**M. Olivier ANDRAULT** (UFC-Que Choisir) se demande si, dans l'hypothèse où il existerait une politique de l'alimentation commune en Europe, celle-ci devrait concerner tous les domaines, et si la PAC constitue le meilleur outil pour mettre en œuvre une telle politique.

**M. Stéphane LE MOING** ne constate pas d'inflexion concernant la position des Britanniques. Ce pays reste farouchement opposé au principe même de la PAC, même si des objectifs communs peuvent apparaître concernant certains sujets (aide aux produits biologiques par exemple). Par ailleurs, il existe de fait une politique alimentaire européenne, par exemple dans le cadre de la politique sanitaire ou de l'aide aux plus démunis. Néanmoins, il ne semble pas exister de consensus au sein de la Commission concernant la nécessité de structurer une telle politique.

**Mme Pascale BRIAND** souligne que reconnaître que l'aliment n'est pas un produit comme un autre et mettre en œuvre une politique alimentaire commune permettraient de re-légitimer la PAC en évitant un certain nombre de résistances.

Réagissant à cette suggestion, **M. le Président VALLAT** regrette que la sécurité sanitaire des aliments et l'agriculture aient été séparées à l'occasion de la crise de la vache folle.

## Table ronde

---

Olivier ANDRAULT, *chargé de mission agriculture et alimentation au sein d'UFC Que Choisir ?*

Jean-Paul BASTIAN, *exploitant agricole, vice-président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA)*

Christian PEES, *agriculteur, président du groupe Euralis, vice-président de Coop de France*

Marc SPIELREIN, *Président de Rungis Marché International*

Lionel DESENCE, *directeur qualité & dossiers transversaux du Groupe Carrefour*

animée par Yannick LE BOURDONNEC, *journaliste et directeur d'une société de conseil en communication*

**M. Yannick LE BOURDONNEC** interroge le représentant des consommateurs sur la nécessité de mettre en œuvre une politique alimentaire au niveau européen.

**M. Olivier ANDRAULT** appuie la nécessité de mettre en œuvre une politique de l'alimentation au niveau européen. Il convient simplement de préciser l'articulation entre cette politique et la PAC.

L'UFC-Que Choisir a toujours approuvé un soutien financier du monde agricole. En effet, l'agriculture n'est pas un secteur économique comme les autres. Elle a vocation à développer des produits de qualité faisant partie du patrimoine. Il est également important, compte tenu des valeurs de notre société, de soutenir le tissu rural, ainsi que de respecter le volet environnemental et le volet sanitaire.

Le budget de la PAC est alimenté à 12 % par les taxes à l'importation et à 12 % par la TVA des pays membres, ainsi que par une contribution des États reposant sur la TIPP et la TVA. La PAC est donc financée en partie par les consommateurs, qui sont ainsi légitimes pour s'exprimer sur les modalités de fonctionnement de cette politique.

Deux autres éléments sont insuffisamment pris en compte et justifient le regard des consommateurs. Le premier correspond à la qualité nutritionnelle des produits, alors que le contexte nutritionnel est mauvais en Europe.

Il faut citer le fait que 49 % des adultes en France sont en surpoids, que 1 000 calories de sucreries coûtent 1,5 euros (contre 2,5 euros pour 1 000 calories de fruits) et que les aides de la PAC favorisent les grandes cultures.

Le deuxième élément correspond à l'environnement, dans la mesure où les consommateurs contribuent le plus au traitement des eaux. Or, le deuxième pilier de la PAC ne représente que 26 % des aides. De plus, alors que l'éco-conditionnalité est censée être prise en compte dans le premier pilier, la Cour des Comptes européenne a critiqué cette démarche dans son rapport « L'éco-conditionnalité est-elle une politique efficace ? ».



Marc Spielrein, Lionel Desence, Olivier Andrault

**M. Christian PEES** confirme la légitimité de l'intervention des consommateurs dans la PAC et souligne que la réforme de 1992 a marqué la volonté de rapprocher le marché européen du marché mondial. Ce concept de marché mondial n'est qu'une vision de l'esprit, lui semble-t-il. La conséquence a néanmoins été une baisse de 30 % des prix payés aux agriculteurs, compensée par la mise en place des aides directes pour les agriculteurs. Ce sont les consommateurs qui ont, en conséquence, bénéficié d'une subvention par le biais de cette baisse de prix. Supprimer cette subvention changerait les choses pour les consommateurs plus que pour les producteurs.

Reconcevoir la PAC est un impératif, alors que l'Europe est un îlot isolé dans le monde sur ce dossier. L'essentiel consiste à sécuriser le premier maillon de la filière agricole, correspondant à cinq ou six matières premières végétales consommées ou transformées. La PAC est légitime pour intervenir à ce niveau, afin d'agir sur l'ensemble de la chaîne. Dans ce contexte, il convient de choisir le ou les mode(s) d'agriculture à soutenir. Or, aider uniquement l'agriculture familiale conduirait à ne subventionner que 20 % des produits consommés en Europe ; le reste de l'alimentation serait importé et ne répondrait pas aux mêmes critères de production.



Jean-Paul Bastian, Yannick Le Bourdonnec, Christian Pees, Marc Spielrein,  
Lionel Desence, Olivier Andrault

**M. Marc SPIELREIN** indique que les marchés de gros sont de véritables zones de concurrence, au sein desquels les prix sont relativement bas. Le marché est la meilleure chose au monde, à condition qu'il fonctionne sur la base de règles transparentes et qu'il existe une véritable élasticité entre l'offre, la demande et le prix. Pourtant, les marchés agricoles ne répondent pas à ces critères.

Les marchés de gros remplissent une fonction fondamentale pour l'alimentation de certains groupes ethniques. Cet élément doit être pris en compte dans une politique nationale ou européenne de l'alimentation. Rungis se distingue de ses concurrents européens par l'étendue et la diversité de son offre, ce qui lui permet d'enregistrer une importante activité à l'export. Chaque semaine, 50 camions semi-remorques de produits frais sont envoyés à Londres.

La normalisation des produits alimentaires voulue par Bruxelles est souvent demandée par des groupes industriels souhaitant imposer des normes favorisant leurs *process* de production. Dans ce contexte, l'une des dérives possibles serait que l'agriculture française et européenne ne fournisse plus, à terme, les produits demandés par les clients. Ainsi, il manque d'ores et déjà de la viande bovine suffisamment rassie, des fruits mûrs ou encore des légumes adaptés à la taille des familles actuelles. Ces différentes demandes peuvent être satisfaites dans le cadre de la segmentation de la production, favorisée par une agriculture familiale. Cependant, les besoins alimentaires dépassent de très loin ces demandes spécifiques.

Réagissant à la description de M. LE MOING concernant la posture politique adoptée par les pouvoirs publics britanniques dans les négociations européennes, **M. Lionel DESENCE** invite les participants au colloque à vérifier la présence de très nombreux produits siglés « Union Jack » dans les linéaires de la grande distribution anglaise. Cet élément permet de relativiser le discours tenu par les pouvoirs publics anglais devant la Commission européenne concernant le libre marché.

La PAC devrait être une politique alimentaire orientée vers la satisfaction de la demande plus que sur l'écoulement de l'offre. Cette politique devrait permettre de sécuriser les approvisionnements, au niveau quantitatif, mais également de garantir la qualité nutritionnelle et sanitaire. La PAC devrait également prendre en compte les nouvelles attentes des citoyens et des consommateurs, notamment la valorisation de l'origine géographique des produits, le soutien aux produits issus de l'agriculture biologique, aux filières animales et végétales avec ou sans OGM, ou la protection du patrimoine culinaire. La PAC devrait également favoriser le rapprochement entre producteurs et consommateurs *via* les distributeurs.



Marc Spielrein

Au niveau économique, la PAC devrait permettre d'entretenir des relations saines dans la chaîne d'approvisionnement en limitant la volatilité des prix, notamment par la constitution de stocks stratégiques et la limitation de la spéculation. Elle devrait également mettre en place des instruments de surveillance, à l'image de l'Observatoire des Prix et des Marges, mais aussi permettre des contractualisations à long terme. Enfin, elle doit prendre en compte le volet « durable », en incitant à la diminution de l'utilisation des produits phytosanitaires, à une meilleure gestion de l'eau, à la prise en compte du bien-être animal et du lien au sol.

**M. Yannick LE BOURDONNEC** souhaite savoir si la PAC est en mesure de prendre en compte les exigences de la politique alimentaire et si le monde agricole doit engager une révolution culturelle afin d'assurer la diversité de l'offre.

**M. Jean-Paul BASTIAN** tient tout d'abord à réagir aux propos du représentant des consommateurs, qui ne connaît sans doute pas suffisamment le fonctionnement et les engagements du monde agricole. Pour sa part, revendiquant son engagement européen et son ancrage local, ainsi qu'un intérêt pour d'autres secteurs (grande distribution, associations environnementales ...) il estime que le débat relatif à la PAC ne doit pas se fonder sur des clichés ou des simplifications.



L'ancienne PAC était plus orientée vers l'alimentation que l'actuelle. En effet, les stocks qui étaient constitués permettaient, certes, de préserver les producteurs contre les baisses de prix, mais également les consommateurs contre les hausses de prix. Il ne sera pas possible de revenir à la PAC des origines. Cependant, il convient de modifier la PAC actuelle afin de réintégrer un volet alimentaire, alors que le découplage aura des effets indésirables sur le long terme.



Jean-Paul Bastian

L'élargissement de l'Europe à 27 et les négociations internationales d'inspiration libérale ont abouti à remettre en cause la logique du Traité de Rome. Concernant l'actuelle réforme de la PAC, le fond de la réforme ne correspond pas au « verdissement », qui permettra simplement d'harmoniser les pratiques en vigueur sur le continent. Le cœur de la réforme doit consister à tirer les conséquences d'une libéralisation à outrance en mettant en œuvre des outils d'orientation et de gestion des marchés. Un certain nombre de pistes intéressantes ont été évoquées par l'actuel Commissaire européen à l'Agriculture. Il convient, notamment, de mettre en place des politiques différentes selon les produits.

Le monde agricole a besoin de visibilité à moyen et long terme. Par ailleurs, le débat doit permettre de faire émerger les demandes de la société.

**M. Yannick LE BOURDONNEC** souligne la multiplicité des objectifs fixés par une politique alimentaire. Ces derniers concernent les industriels, les distributeurs et les consommateurs et non uniquement les agriculteurs.

**M. Marc SPIELREIN** : Il convient de dégager un nombre limité de priorités. Il conviendrait sans doute de s'intéresser prioritairement aux demandes des consommateurs et des producteurs.

**M. Olivier ANDRAULT** : Les deux critères essentiels pour les consommateurs sont l'environnement et la qualité nutritionnelle, qui semblent insuffisamment pris en compte par l'actuelle PAC. UFC Que Choisir réaffirme son soutien aux aides pour les agriculteurs, tout en demandant à ce que les modes d'attribution et de contrôle de ces

aides soit modifiés afin d'assurer la mise en œuvre du principe d'éco-conditionnalité et de favoriser les aides à destination des productions ayant un fort intérêt nutritionnel.

Pour autant, l'ensemble de la politique alimentaire ne doit pas être intégré à la PAC. Ainsi, une grande partie de la qualité sanitaire de l'alimentation a été mise en place par des réglementations prises dans un cadre plus large. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire de disposer d'une alimentation harmonisée au niveau européen.

M. Olivier ANDRAULT n'est pas certain que la réforme de la PAC ait eu un impact fort sur les prix. En effet, la disparition du soutien aux prix agricoles dans les années 1990 a conduit à une forte baisse des prix agricoles, mais pas des prix en rayon.

**M. Christian PEES** rappelle que, si la planète va enregistrer une augmentation globale du niveau de vie, les Européens vont connaître une baisse de leur pouvoir d'achat. Dans ce contexte, les prix sont un élément important. Pourtant, la baisse des prix agricoles n'a peut-être pas été intégralement ressentie par les consommateurs. Surtout, il est nécessaire de prendre en compte les coûts induits par l'augmentation des exigences des consommateurs ou encore le fait que 40 % de la production de fruits et légumes n'est pas consommé en raison de la normalisation des produits dans les circuits de distribution ou des dates de péremption.

En tant que transformateur, M. PEES rappelle que l'industrie agroalimentaire existera là où existeront des produits à transformer. L'idée de la transformation de matières premières importées ne se vérifie pas dans les faits. La PAC doit permettre de s'appuyer sur des productions agricoles compétitives et répondant aux demandes des consommateurs. Elle doit également pouvoir lutter contre l'instabilité des prix agricoles, alors que le « marché libre » est un concept extrêmement dangereux en matière d'agriculture. Elle devrait donc permettre de conserver un modèle agricole offrant une alimentation variée et de qualité. Il existe un risque que la future PAC constitue un « fourre-tout » répondant imparfaitement à un trop grand nombre d'objectifs.

**M. Jean-Paul BASTIAN** confirme que la PAC devrait se concentrer sur un nombre limité d'objectifs (limiter la volatilité des prix, par exemple) tout en offrant des moyens de prendre en compte la disparité des régions et des secteurs. En effet, il n'est pas possible de gérer de manière identique le lait et la vigne alsacienne, contrairement à ce qu'indiquait un ancien Commissaire européen. Pour ce faire, les agriculteurs doivent participer à un débat constructif avec l'ensemble des acteurs, au niveau européen, permettant d'aborder tous les sujets, y compris les OGM.

Enfin, la politique européenne doit permettre de laisser une place aux initiatives locales. Ainsi, en Alsace, un partenariat avec la ville de Strasbourg a permis de rapprocher les points de vue concernant la mise en place d'AMAP et la production bio.

**M. Yannick LE BOURDONNEC** évoque la prise en compte des 20 % de la population ayant des difficultés pour accéder à l'alimentation.

**M. Lionel DESENCE** rappelle que le cœur de métier d'un commerçant, qui plus est de la grande distribution, est d'offrir tout au plus grand nombre. La réponse à cette



exigence est la segmentation des gammes. Si certains produits doivent être porteurs de valeurs fortes répondant aux demandes des consommateurs, il est également nécessaire de proposer des produits d'entrée de gamme susceptibles de combler les attentes premières d'une frange de la clientèle. Dans tous les cas, le consommateur doit avoir confiance dans les produits qu'il achète.



Lionel Desence

Au risque d'aller à contre-courant de la pensée unique, **M. Marc SPIELREIN** ne pense pas que l'accès à l'alimentation soit un problème majeur car il existe un très grand nombre de surfaces commerciales. Par ailleurs, la perception du niveau des prix est un sujet complexe. Un mauvais produit est toujours trop cher. Une enquête de la SOFRES, réalisée en 2007, a démontré que 78 % des Français regardent le prix des fruits et légumes avant de les acheter, mais seulement 18 % concernant le prix des produits pour bébés. La salade en sachet, très chère, se vend très bien, y compris chez des consommateurs au faible pouvoir d'achat. La chaîne de distribution ne répercute pas toujours les hausses des prix et les consommateurs ne perçoivent pas toujours les baisses de prix. Il faut donc sortir du discours convenu concernant l'évolution des prix et des marges.

**M. Olivier ANDRAULT** confirme que la grande distribution a contribué à la baisse des prix depuis les années 1970. Cette tendance s'est récemment poursuivie avec l'apparition de marques de distributeurs et de marques premier prix répondant aux exigences sanitaire et nutritionnelle, comme l'a d'ailleurs mis en évidence un Avis récent du CNA et contrairement à ce qu'indiquent certains nutritionnistes autoproclamés. En revanche, le processus de formation des prix en aval mérite une plus grande transparence. La concurrence entre les enseignes doit également être renforcée et la distribution doit mieux répercuter la baisse des prix agricoles. Enfin, il convient d'évoquer la situation des personnes dans l'exclusion n'ayant pas les moyens de payer.

**M. Lionel DESENCE** note que certaines associations de consommateurs estiment que donner de l'information n'est pas suffisant si les clients ne comprennent pas cette

information. Quelle serait la légitimité d'opérateurs privés pour assurer la formation et l'éducation de leurs clients ? La seule réponse consiste à retrouver la confiance des consommateurs sur les produits vendus.

**Mme Pascale BRIAND** note que les différents intervenants ont soulevé le risque d'une politique de l'alimentation commune se dispersant sur un trop grand nombre d'objectifs. L'essentiel consiste à affirmer la logique alimentaire à travers quelques lignes fortes, avant de préciser les leviers permettant d'atteindre ces objectifs.

Par ailleurs, en réponse à une intervention de M. Olivier ANDRAULT, le critère sanitaire se joue en grande partie au niveau de la production. Ainsi, de bonnes conditions d'élevage permettent de limiter l'utilisation d'antibiotiques.

Le mouvement consommériste doit intégrer l'ensemble des attentes des consommateurs et il convient de ne pas se limiter aux demandes relatives à l'environnement et à la qualité nutritionnelle.

Enfin, il convient de compléter le débat en soulignant la nécessité d'appuyer la recherche et l'innovation.

**M. Jean-Paul BASTIAN** : Se limiter à critiquer la PAC serait contre-productif. C'est malheureusement l'attitude adoptée par les pouvoirs publics concernant l'ancienne PAC. Il convient au contraire de présenter des propositions afin d'être constructif.

# Conclusion

---

**Bernard VALLAT**

*Président du CNA*

**Bernard VALLAT** remercie chaleureusement les conférenciers et participants à la table ronde. Le sujet, extrêmement riche, n'est pas épuisé, mais de nombreuses idées ont pu être émises, qui devront être reprises et approfondies.

Tous les acteurs et parties prenantes considèrent indispensable de renouer le lien entre politique agricole et politique alimentaire, d'évoluer de la PAC vers une PAAC intégrée, tout en notant que la politique alimentaire couvre un champ plus vaste que l'agriculture, et réciproquement. C'est un message structurant que le CNA s'efforcera de promouvoir dans le cadre de ses futurs travaux, tant au niveau européen que national.

Il est intéressant de se souvenir que la PAC initiale était fondée sur des objectifs alimentaires et agricoles directement liés, puisque l'agriculture était conçue comme l'outil premier de la suffisance alimentaire de l'Europe des Six. À ceci s'ajoutaient des dimensions sociales et culturelles qui faisaient de la PAC un véritable projet fondateur et fédérateur. Aujourd'hui, le contexte a évolué, notamment du fait de l'élargissement de l'Union à des pays aux structures agricoles et aux conceptions économiques différentes, de l'intégration de l'agriculture dans la démarche de libéralisation mondiale, suivis de la mise en place des aides directes au revenu... C'est pourquoi de nouvelles politiques sont à construire, en concertation et en partenariat entre tous les acteurs concernés.

Nos débats ont mis en relief la multiplicité des enjeux : qualité sanitaire et nutritionnelle des aliments, accès de tous à une alimentation adaptée, variété et adaptabilité de l'offre, juste rémunération des activités agricoles et justes prix à la consommation, aménagement des territoires ruraux, préservation de l'environnement, sécurité des approvisionnements des maillons de la transformation et de la distribution, patrimoine gastronomique - mais aussi responsabilité de l'Europe face aux besoins alimentaires mondiaux ou questionnement de la durabilité de nos modèles alimentaires... Pour conduire une réflexion pertinente, il convient de prendre en compte toutes ces dimensions, et sans doute d'autres encore, et de croiser les points de vue, en évitant avant tout les discours simplificateurs.

Sur ces bases, la future politique agricole et alimentaire devrait identifier quelques objectifs forts et affirmés, afficher des priorités structurantes, laissant sans doute ensuite plus de latitude aux États membres, voire aux régions, pour décliner les outils disponibles. La richesse de l'Union européenne repose sur des modèles variés et complémentaires, qui peuvent concourir à la réalisation d'une politique commune.

Une politique alimentaire doit placer le consommateur au centre du système, s'ajuster

aux demandes de celui-ci et être orientée vers la satisfaction de la demande plus que vers l'écoulement de l'offre. Dans ce cadre, le dialogue avec les producteurs revêt une importance majeure et doit permettre d'enrichir l'offre alimentaire. Les priorités des consommateurs concernent la qualité nutritionnelle, l'impact environnemental, le prix et l'aspect sanitaire, mais il n'y a sans doute pas de consensus concernant la hiérarchie de ces priorités. Par ailleurs, ces exigences croissantes ont un coût. Peut-être pourrait-on ajouter que le consommateur est également un citoyen qui intègre d'autres paramètres dans son approche sur le moyen et long terme.

Lors de la crise de la vache folle, le dialogue conduit par Mme Marie-Josée NICOLI, entre les représentants des consommateurs et les organisations d'éleveurs, avait constitué un exemple de conception d'une politique publique dans le cadre d'un dialogue direct. Malheureusement, cette démarche n'a pas été reproduite depuis cette date.



Bernard Vallat, Jean-Paul Bastian

Le débat de ce jour a été fortement marqué par des éléments internationaux, notamment l'ajustement de la demande mondiale, tant au niveau quantitatif que qualitatif. Ces éléments seront déterminants dans la définition des politiques alimentaires à l'avenir. Il ne sera plus possible de ne pas prendre en compte le concept de souveraineté alimentaire. L'avenir de ces politiques ne dépendra donc plus uniquement de la PAC.

Par ailleurs, il a été souligné que les politiques d'aide alimentaire sont remises en cause au niveau juridique et qu'il convenait de prendre en compte les demandes des groupes culturels et religieux. Le concept de bien public a été également évoqué et devra être mieux décliné que par le passé, afin de permettre de définir la rémunération des prestations que le marché ne peut pas assurer. Or, ce concept n'a sans doute pas suffisamment été utilisé pour les négociations relatives à l'alimentation.

Le débat a également permis de rappeler que la confiance était un élément essentiel.

Une des missions du Conseil National de l'Alimentation est de contribuer à la rétablir. La distribution, sous toutes ses formes, pourra jouer un rôle considérable dans les messages véhiculés, alors que les politiques de segmentation permettent de faire cohabiter différentes offres.









Conseil National de l'Alimentation  
251, rue de Vaugirard - 75732 Paris Cedex 15  
Tél. : 01 49 55 80 78 - Fax : 01 49 55 59 48  
[cna.dgal@agriculture.gouv.fr](mailto:cna.dgal@agriculture.gouv.fr)  
[www.cna-alimentation.fr](http://www.cna-alimentation.fr)

---

Avec le soutien :  
de la Confédération Nationale de la Boulangerie-Pâtisserie Française ;  
du Comité Interprofessionnel des Vins d'Alsace ;  
du Conseil régional d'Alsace ;  
de la Ville et Communauté urbaine de Strasbourg ;  
du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire ;  
du Ministère de la Santé.